

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	61	14

N° de la séance : 31

Objet de la délibération : Direction Habitat
Logement - Mise à disposition des
données statistiques des allocataires -
Convention CAF

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services Stéphane PINTRE
--

N° Enregistrement : CC.2017.044

Date de la convocation : Le 21/03/2017
Certifié exécutoire compte tenu de l'affichage en date du 05 AVR. 2017 de la réception s/Préfecture en date du 06 AVR. 2017 Pour le Président, Le Directeur Général des Services  Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 27 mars 2017

L'an deux mil dix-sept et le 27 mars à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de mars, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, René TRASTOUR, Joseph VALETTE, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, André-Luc SEITHER, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Albert CALAMUSO, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Audouin RAMBAUD, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Christophe ETORE, Michel BERTRAND, Martine SAVALLI, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Eric PAUGET, Khéra BADAoui, Déborah MINEI

PROCURATIONS :

Guilaine DEBRAS à Claudine MAURY, Jean-Bernard MION à Déborah MINEI, Michèle MURATORE à Martine BONNEAU, Michel MAZUET à Michelle SALUCKI, Simone TORRES-FORET DODELIN à Serge AMAR, Béatrice VIGNOLO à Marc DAUNIS, Nathalie DEPETRIS à Françoise THOMEL

ABSENTS :

Richard THIERY, Claude BERENGER, Anne-Marie DUMONT, Afrim KACA, Barbara LANCE, Anne CHEVALIER, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAoui, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame BLAZY,

Par délibération du 23 décembre 2011, le Conseil Communautaire a approuvé le deuxième Programme Local de l'Habitat (PLH) 2012-2017, modifié par délibération du 17 décembre 2012 (extension du périmètre CASA avec l'intégration de huit nouvelles communes).

Dans le cadre de son programme d'actions, la CASA s'est engagée, à travers la fiche action n°1.2.3 « Répondre aux besoins des personnes âgées et handicapées » à lancer une étude sur les besoins actuels et à venir des Séniors en matière d'habitat sur son territoire.

Par délibération n°BC.2016.232 du 21 novembre 2016, le Bureau Communautaire a autorisé Monsieur le Président, au vu de sa délégation de compétence confiée par le Conseil Communautaire, à solliciter, auprès de l'Etat et du Département des Alpes Maritimes, une subvention pour la réalisation de cette étude.

Lors du marché à procédure adaptée de désignation du prestataire chargé de l'opération, la candidature du Groupe SCET associée au Cabinet VAA Conseil, a été retenue pour l'exécution de cette mission, qui consiste à établir :

- une définition du public spécifique des séniors,
- un diagnostic sur l'offre et la demande de logement des séniors ainsi que les acteurs logement œuvrant autour de ce public,
- une élaboration d'un plan d'actions sur le développement de l'offre, sa territorialisation et la diversité des produits logements ; ainsi que les aides financières pour le développement de l'offre ou l'accompagnement,
- les moyens pour mettre en œuvre ces actions.

Dans le cadre de la démarche diagnostic, le candidat s'appuie sur des données statistiques provenant de différentes sources : INSEE, études patrimoniales des bailleurs sociaux, analyses des besoins sociaux des Centres Communaux d'Action Sociale, données des caisses de retraite (notamment celles de la CARSAT) et celles de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF).

S'agissant de la CAF des Alpes Maritimes, les informations qu'elle possède sur la situation individuelle de ses allocataires sont indispensables à l'étude en cours et sont communicables dans le cadre des actions partenariales développées par la caisse dans le domaine de l'observation sociale.

Aussi, ces données feront l'objet d'un traitement à échelon intercommunal, mais pourront également bénéficier d'une analyse qui permettra de mettre en exergue les réalités communales.

Afin de formaliser ce partenariat, la CAF a transmis le projet de convention de mise à disposition des données statistiques, ainsi que son annexe, qui précise les conditions d'exploitation des données par un prestataire de services.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les termes de la convention avec la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes Maritimes, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président, à signer ladite convention et tous documents y afférents.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE,
A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver les termes de la convention avec la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes Maritimes, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président, à signer ladite convention et tous documents y afférents.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 27 mars 2017
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

CONVENTION

Préambule

L'observation sociale constitue un outil d'aide à la décision essentiel pour l'éclairage et l'élaboration des politiques d'Action Sociale.

S'appuyant sur la richesse des informations sociales qu'elle détient par sa connaissance des allocataires, la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes-Maritimes souhaite développer les actions partenariales dans le domaine de l'observation sociale.

La Caisse d'Allocations Familiales marque par la présente convention sa volonté de favoriser l'observation sociale et de contribuer au diagnostic social local.

ENTRE

La Caisse d'Allocations Familiales des Alpes-Maritimes, dénommée Cafam, dont le Siège est à NICE, 47, Avenue de la Marne - 06175 NICE CEDEX 2, représentée par son Directeur Général, Yves FASANARO .

ET

La CASA, située : 449 route des Crêtes B.P. 43 - 06 901 Sophia-Antipolis Cedex, représentée par son Président, Jean LEONETTI, et ci-après dénommée le demandeur.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

Article 1er

La Cafam décide de mettre à disposition des données statistiques dans les conditions définies par les articles suivants. Chaque demande d'informations constitue une annexe à la présente Convention.

Article 2

Le demandeur déclare avoir pris connaissance de l'annexe qui décrit les données communiquées par la Cafam et la méthodologie d'élaboration.

Article 3

Le demandeur s'engage à utiliser ces données pour un usage interne dans le cadre de sa politique.

Il s'engage à ne pas céder, sous une forme ou sous une autre, tout ou partie des informations ci-dessus recueillies, sauf accord préalable de la Caf des Alpes-Maritimes.

En cas d'accord, celui-ci se matérialise par une convention précisant les droits et les responsabilités de chacune des parties.

Article 4

Mention explicite de la source Cafam sera faite sur tout document ou lors de toute présentation orale sur la base des informations chiffrées transmises.

Article 5

Ce transfert d'informations s'opère dans le cadre de la réglementation concernant le respect des libertés individuelles et notamment la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le demandeur accepte les règles de la Cafam en matière de secret statistique :

- pas de transmission de données si elles ne concernent pas au moins 5 allocataires, faute de quoi la valeur sera mise à blanc et l'ensemble des données sont transmises à l'échelon communal.
- aucune zone infra-communale ou sous-population ne sera étudiée si elle ne comprend au moins 100 allocataires.
- aucune information transmise ne devra permettre l'identification directe ou indirecte des allocataires.

Article 6

Les frais engagés par la Cafam ne donneront pas lieu à facturation.

Article 7

En contrepartie de la transmission de données statistiques, le demandeur s'engage à restituer à la Caf des Alpes-Maritimes les résultats relatifs à l'étude effectuée sur la base des données chiffrées que celle-ci lui aura transmis.

Article 8

En cas de manquement au respect d'une des présentes dispositions, cette convention pourra être dénoncée à tout moment par l'une ou l'autre des parties.

Article 9

La présente convention est mise en place pour une durée de 1 an à compter de sa date de signature.

Article 10

La présente convention est dispensée du *droit de timbre et de la formalité d'enregistrement*. Elle deviendra exécutoire après avoir été revêtue de la signature des parties contractantes.

Fait à Nice, en deux exemplaires originaux,
le 3 février 2017

Le Directeur Général
de la C.A.F.A.M

Le Président de la
Communauté d'Agglomération
de Sophia-Antipolis

Yves FASANARO

Jean LEONETTI

CONVENTION

Préambule

L'observation sociale constitue un outil d'aide à la décision essentiel pour l'éclairage et l'élaboration des politiques d'Action Sociale.

S'appuyant sur la richesse des informations sociales qu'elle détient par sa connaissance des allocataires, la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes-Maritimes souhaite développer les actions partenariales dans le domaine de l'observation sociale.

La Caisse d'Allocations Familiales marque par la présente convention sa volonté de favoriser l'observation sociale et de contribuer au diagnostic social local.

ENTRE

La Caisse d'Allocations Familiales des Alpes-Maritimes, dénommée Cafam, dont le Siège est à NICE, 47, Avenue de la Marne - 06175 NICE CEDEX 2, représentée par son Directeur Général, Yves FASANARO .

ET

La CASA, située : 449 route des Crêtes B.P. 43 - 06 901 Sophia-Antipolis Cedex, représentée par son Président, Jean LEONETTI, et ci-après dénommée le demandeur.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

Article 1er

La Cafam décide de mettre à disposition des données statistiques dans les conditions définies par les articles suivants. Chaque demande d'informations constitue une annexe à la présente Convention.

Article 2

Le demandeur déclare avoir pris connaissance de l'annexe qui décrit les données communiquées par la Cafam et la méthodologie d'élaboration.

Article 3

Le demandeur s'engage à utiliser ces données pour un usage interne dans le cadre de sa politique.

Il s'engage à ne pas céder, sous une forme ou sous une autre, tout ou partie des informations ci-dessus recueillies, sauf accord préalable de la Caf des Alpes-Maritimes.

En cas d'accord, celui-ci se matérialise par une convention précisant les droits et les responsabilités de chacune des parties.

Article 4

Mention explicite de la source Cafam sera faite sur tout document ou lors de toute présentation orale sur la base des informations chiffrées transmises.

Article 5

Ce transfert d'informations s'opère dans le cadre de la réglementation concernant le respect des libertés individuelles et notamment la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le demandeur accepte les règles de la Cafam en matière de secret statistique :

- pas de transmission de données si elles ne concernent pas au moins 5 allocataires, faute de quoi la valeur sera mise à blanc et l'ensemble des données sont transmises à l'échelon communal.
- aucune zone infra-communale ou sous-population ne sera étudiée si elle ne comprend au moins 100 allocataires.
- aucune information transmise ne devra permettre l'identification directe ou indirecte des allocataires.

Article 6

Les frais engagés par la Cafam ne donneront pas lieu à facturation.

Article 7

En contrepartie de la transmission de données statistiques, le demandeur s'engage à restituer à la Caf des Alpes-Maritimes les résultats relatifs à l'étude effectuée sur la base des données chiffrées que celle-ci lui aura transmis.

Article 8

En cas de manquement au respect d'une des présentes dispositions, cette convention pourra être dénoncée à tout moment par l'une ou l'autre des parties.

Article 9

La présente convention est mise en place pour une durée de 1 an à compter de sa date de signature.

Article 10

La présente convention est dispensée du *droit de timbre et de la formalité d'enregistrement*. Elle deviendra exécutoire après avoir été revêtue de la signature des parties contractantes.

Fait à Nice, en deux exemplaires originaux,
le 3 février 2017

Le Directeur Général
de la C.A.F.A.M

Le Président de la
Communauté d'Agglomération
de Sophia-Antipolis

Yves FASANARO

Jean LEONETTI

ANNEXE 2 À LA CONVENTION
—
ACTE D'ENGAGEMENT D'UN PRESTATAIRE DE SERVICES

Les fichiers désignés ci-après sont la propriété de la Caf des Alpes-Maritimes:

Ces fichiers sont mis à disposition du prestataire de services :

Nom, RS :

Adresse :

SIRET :

Cette mise à disposition est strictement subordonnée à la signature par chaque prestataire du présent acte d'engagement relatif à l'utilisation des fichiers.

Par le présent acte, le prestataire

- ☐ s'engage à n'exploiter les fichiers et les données de la CAF des Alpes-Maritimes sous toute forme et sous tout support, que pour autant que leur utilisation est strictement liée au contrat de prestations qui lui est confié par le commanditaire,
- ☐ s'interdit toute autre utilisation des fichiers et des données qu'ils contiennent, pour son propre compte ou pour le compte d'un tiers,
- ☐ s'engage à détruire les fichiers,
- ☐ s'engage à détruire tout support de données, y compris les éventuelles copies de sauvegarde constituées pendant l'exécution du contrat de prestation, qu'il n'aurait pas eu à restituer au commanditaire
- ☐ reconnaît que tout manquement de sa part à ces dispositions engagera sa pleine et entière responsabilité à l'égard de la Caf des Alpes-Maritimes,
- ☐ s'engage à prendre toutes les dispositions utiles, tant en ce qui concerne la sécurité des accès aux données que le respect par les agents des règles de confidentialité, pour assurer la non divulgation desdites données à des tiers non habilités.

Fait à Nice, le

Le prestataire - signature

ANNEXE 1 CONVENTION 2017 CASA

A l'échelle de la CA DE SOPHIA ANTIPOLIS

et des communes suivantes :

ANTIBES (06004), BEZAUDUN-LES-ALPES, BIOT (06018), BOUYON (06022), CAUSSOLS (06037), CHATEAUNEUF-GRASSE, CIPIERES (06041), CONSEGUDES (06047), COURMES (06049), COURSEGOULES (06050), GOURDON (06068), GREOLIERES (06070), LA COLLE-SUR-LOUP, LA ROQUE-EN-PROVENCE, LE BAR-SUR-LOUP (06010), LE ROURET (06112), LES FERRES (06061), OPIO (06089), ROQUEFORT-LES-PINS, SAINT-PAUL-DE-VENCE, TOURRETTES-SUR-LOUP, VALBONNE (06152), VALLAURIS (06155), VILLENEUVE-LOUBET, EPCI CA DE SOPHIA ANTIPOLIS

Les indicateurs suivants sont proposés au 31/12/15 :

RUBRIQUE=LOGEMENT - ACCESSION

NB ALL AIDE LOGEMENT ACCESSION 0 A 19 ANS

NB ALL AIDE LOGEMENT ACCESSION 20 A 24 ANS

NB ALL AIDE LOGEMENT ACCESSION 25 A 29 ANS

NB ALL AIDE LOGEMENT ACCESSION 30 A 39 ANS

NB ALL AIDE LOGEMENT ACCESSION 40 A 49 ANS

NB ALL AIDE LOGEMENT ACCESSION 50 A 59 ANS

NB ALL AIDE LOGEMENT ACCESSION 60 ANS OU PLUS

NB ALL AIDE LOGEMENT EN ACCESSION

NB ALL AIDE LOGEMENT ACCESSION COUPLE 3 ENFANTS

NB ALL AIDE LOGEMENT ACCESSION COUPLE 4 A X ENFANT

NB ALL AIDE LOGEMENT ACCESSION COUPLE 0 ENFANT

NB ALL AIDE LOGEMENT ACCESSION COUPLE 1 ENFANT

NB ALL AIDE LOGEMENT ACCESSION COUPLE 2 ENFANTS

NB PERS COUVERTES AIDE LOGEMENT EN ACCESSION

NB ALL AIDE LOGEMENT ACCESSION AVEC EMPLOI

NB ALL AIDE LOGEMENT EN ACCESSION ISOLEES

NB ALL AIDE LOGEMENT ACCESSION MONO 3 ENFANTS

NB ALL AIDE LOGEMENT ACCESSION MONO 4 A X ENFANTS

NB ALL AIDE LOGEMENT ACCESSION MONO 1 ENFANT

NB ALL AIDE LOGEMENT ACCESSION MONO 2 ENFANTS

NB ALLOCATAIRES AVEC ALF EN ACCESSION

NB ALLOCATAIRES AVEC ALS EN ACCESSION

NB ALLOCATAIRES AVEC APL EN ACCESSION

RUBRIQUE=LOGEMENT - BENEFICIAIRES ET MONTANTS VERSES

NB ALLOCATAIRES AVEC ALF VERSABLE

NB ALLOCATAIRES AVEC ALS VERSABLE

NB ALLOCATAIRES AVEC APL VERSABLE

NB ALLOCATAIRES AVEC AIDE LOGEMENT VERSABLE

NB PERS COUVERTES PAR AIDE AU LOGEMENT VERSABLE

SOMME MONTANTS ALF VERSEES

SOMME MONTANTS ALS VERSEES

SOMME MONTANTS APL VERSEES

RUBRIQUE=LOGEMENT - ETABLISSEMENT

NB ALLOCATAIRES AVEC ALF ETABLISSEMENTS COLLECTIFS

NB ALLOCATAIRES AVEC ALS ETABLISSEMENTS COLLECTIFS

NB ALLOCATAIRES AVEC APL ETABLISSEMENTS COLLECTIFS

NB ALL AIDE LOGEMENT ETABLISSEMENT 0 A 19 ANS

NB ALL AIDE LOGEMENT ETABLISSEMENT 20 A 24 ANS

NB ALL AIDE LOGEMENT ETABLISSEMENT 25 A 29 ANS

NB ALL AIDE LOGEMENT ETABLISSEMENT 30 A 39 ANS

NB ALL AIDE LOGEMENT ETABLISSEMENT 40 A 49 ANS

NB ALL AIDE LOGEMENT ETABLISSEMENT 50 A 59 ANS

NB ALL AIDE LOGEMENT ETABLISSEMENT 60 ANS OU PLUS

NB ALL AIDE LOGEMENT ETABLISSEMENT ET AAH

NB ALL AIDE LOGEMENT EN ETABLISSEMENT

NB ALL AIDE LOGEMENT ETABLISSEMENT COUPLE 0 ENFANT

NB ALL AIDE LOGEMENT ETABLISSEMENT COUPLE ENFANTS

NB PERS COUVERTES AIDE LOGEMENT EN ETABLISSEMENT

NB ALL AIDE LOGEMENT ETABLISSEMENT ETUDIANTS

NB ALL AIDE LOGEMENT EN ETABLISSEMENT ISOLEES

NB ALL AIDE LOGEMENT ETABLISSEMENT MONOPARENTS

NB ALL AIDE LOGEMENT ETABLISSEMENT RETRAITES

RUBRIQUE=LOGEMENT - LOCATION PARC PRIVE

NB ALLOCATAIRES AVEC ALF EN LOCATION PARC PRIVE

NB ALLOCATAIRES AVEC ALS EN LOCATION PARC PRIVE

NB ALLOCATAIRES AVEC APL EN LOCATION PARC PRIVE

NB ALL AIDE LOGEMENT EN LOCATION PARC PRIVE

NB ALL AIDE LOGEMENT LOC PPR 0 A 19 ANS

NB ALL AIDE LOGEMENT LOC PPR 20 A 24 ANS

NB ALL AIDE LOGEMENT LOC PPR 25 A 29 ANS

NB ALL AIDE LOGEMENT LOC PPR COUPLE 3 ENFANTS

NB ALL AIDE LOGEMENT LOC PPR 30 A 39 ANS

NB ALL AIDE LOGEMENT LOC PPR 40 A 49 ANS

NB ALL AIDE LOGEMENT LOC PPR COUPLE 4 A X ENFANTS

NB ALL AIDE LOGEMENT LOC PPR 50 A 59 ANS

NB ALL AIDE LOGEMENT LOC PPR 60 ANS OU PLUS

NB ALL AIDE LOGEMENT LOC PPR COUPLE 0 ENFANT

NB ALL AIDE LOGEMENT LOC PPR COUPLE 1 ENFANT

NB ALL AIDE LOGEMENT LOC PPR COUPLE 2 ENFANTS

NB ALL AIDE LOGEMENT LOC PPR ETUDIANTS

NB ALL AIDE LOGEMENT LOC PPR ISOLES

NB ALL AIDE LOGEMENT LOC PPR MONO 1 ENFANT

NB ALL AIDE LOGEMENT LOC PPR MONO 2 ENFANTS

NB PERS COUVERTES AIDE LOGEMENT LOCATION PPR

NB ALL AIDE LOGEMENT LOC PPR MONO 3 ENFANTS

NB ALL AIDE LOGEMENT LOC PPR MONO 4 A X ENFANTS

RUBRIQUE=LOGEMENT - LOCATION PARC SOCIAL

NB ALLOCATAIRES AVEC ALF EN LOCATION PARC SOCIAL

NB ALLOCATAIRES AVEC ALS EN LOCATION PARC SOCIAL

NB ALLOCATAIRES AVEC APL EN LOCATION PARC SOCIAL

NB ALL AIDE LOGEMENT LOCATION PARC LOCATIF SOCIAL

NB ALL AIDE LOGEMENT LOC PPU 0 A 19 ANS

NB ALL AIDE LOGEMENT LOC PPU 20 A 24 ANS

NB ALL AIDE LOGEMENT LOC PPU 25 A 29 ANS

NB ALL AIDE LOGEMENT LOC PPU COUPLE 3 ENFANTS

NB ALL AIDE LOGEMENT LOC PPU 30 A 39 ANS

NB ALL AIDE LOGEMENT LOC PPU 40 A 49 ANS

NB ALL AIDE LOGEMENT LOC PPU COUPLE 4 A X ENFANTS

NB ALL AIDE LOGEMENT LOC PPU 50 A 59 ANS

NB ALL AIDE LOGEMENT LOC PPU 60 ANS OU PLUS

NB ALL AIDE LOGEMENT LOC PPU COUPLE 0 ENFANT

NB ALL AIDE LOGEMENT LOC PPU COUPLE 1 ENFANT

NB ALL AIDE LOGEMENT LOC PPU COUPLE 2 ENFANTS

NB ALL AIDE LOGEMENT LOC PPU ISOLES

NB ALL AIDE LOGEMENT LOC PPU MONO 1 ENFANT

NB ALL AIDE LOGEMENT LOC PPU MONO 2 ENFANTS

NB PERS COUVERTES AIDE LOGEMENT LOCATION PPU

NB ALL AIDE LOGEMENT LOC PPU MONO 3 ENFANTS

NB ALL AIDE LOGEMENT LOC PPU MONO 4 A X ENFANTS

ANNEXE 2 À LA CONVENTION
—
ACTE D'ENGAGEMENT D'UN PRESTATAIRE DE SERVICES

Les fichiers désignés ci-après sont la propriété de la Caf des Alpes-Maritimes:

Ces fichiers sont mis à disposition du prestataire de services :

Nom, RS :

Adresse :

SIRET :

Cette mise à disposition est strictement subordonnée à la signature par chaque prestataire du présent acte d'engagement relatif à l'utilisation des fichiers.

Par le présent acte, le prestataire

- ☐ s'engage à n'exploiter les fichiers et les données de la CAF des Alpes-Maritimes sous toute forme et sous tout support, que pour autant que leur utilisation est strictement liée au contrat de prestations qui lui est confié par le commanditaire,
- ☐ s'interdit toute autre utilisation des fichiers et des données qu'ils contiennent, pour son propre compte ou pour le compte d'un tiers,
- ☐ s'engage à détruire les fichiers,
- ☐ s'engage à détruire tout support de données, y compris les éventuelles copies de sauvegarde constituées pendant l'exécution du contrat de prestation, qu'il n'aurait pas eu à restituer au commanditaire
- ☐ reconnaît que tout manquement de sa part à ces dispositions engagera sa pleine et entière responsabilité à l'égard de la Caf des Alpes-Maritimes,
- ☐ s'engage à prendre toutes les dispositions utiles, tant en ce qui concerne la sécurité des accès aux données que le respect par les agents des règles de confidentialité, pour assurer la non divulgation desdites données à des tiers non habilités.

Fait à Nice, le

Le prestataire - signature

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 27/03/2017
Numéro : CC_2017_044
Nature : DE - Deliberations
Objet : Mise à disposition des données statistiques des allocataires - Convention CAF
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement
Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : PSSSuZA

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 06/04/2017
Identifiant : 006-240600585-20170327-CC_2017_044-DE

Acte reçu

Date : 27/03/2017
Numéro interne : CC_2017_044
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : Mise ? disposition des donn?es statistiques des allocataires - Convention CAF
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20170327-CC_2017_044-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
006-240600585-20170327-CC_2017_044-DE-1-1_2.PDF